



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Distr.: LIMITÉE

ECA/ACGD/CWD.BM/2006/4
25 janvier 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Centre africain pour le genre et le développement

Réunion du Bureau du Comité "Femmes et développement"

24-25 janvier 2006
Addis-Abeba

RAPPORT

Introduction

1. La réunion du Bureau du Comité «Femmes et développement» de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a eu lieu les 24 et 25 janvier 2006 au Centre de conférence des Nations Unies à Addis-Abeba (Éthiopie).

2. Ont participé à la réunion, organisée par la CEA, les membres du Bureau du Comité «Femmes et développement» ci-après:

- **Sénégal:** Présidente, Mme Aïda Mbodj, Ministre de la famille, du développement social et de la solidarité nationale;
- **Ouganda:** Première Vice-Présidente, Mme Zoe Bakoko Bakoru, Ministre du genre, du travail et du développement social;
- **Cameroun:** Deuxième Vice-Présidente, Mme Suzanne Mbomback, Ministre de la promotion de la femme et de la famille;
- **Tunisie:** Premier Rapporteur, représentée par Mme Neziha Zouabi, Directrice de la promotion de la femme;
- **Botswana:** Deuxième Rapporteur, représenté par M. Moeng R. Pheto, Ministre du travail et de l'intérieur;
- **Nigéria:** Membre ex-officio en sa qualité de Président de la Commission de l'Union africaine, représenté par Mme Maryam Inna Ciroma, Ministre de la condition féminine;
- **Namibie:** Membre ex-officio en sa qualité de Présidente de la septième Conférence régionale sur les femmes, représentée par Mme Marlene Mungunda, Ministre chargée de l'égalité des sexes.

Ouverture de la réunion du Bureau (Point 1 de l'ordre du jour)

3. La réunion a été ouverte par la Présidente du Bureau du Comité «Femmes et développement», Mme Aïda Mbodj. Elle a souhaité la bienvenue aux membres du Bureau du Comité ainsi qu'aux autres participants à la réunion et a rappelé que le Bureau actuel avait été élu et s'était réuni pour la première fois à l'occasion de la dernière réunion du Comité à Dakar (Sénégal) en octobre 2005. Elle s'est également déclarée satisfaite du fait que la CEA et, en particulier, le Centre africain pour le genre et le développement (CAGED), aient accueilli cette réunion et en aient facilité l'organisation, ce qui montrait l'engagement de la Commission vis-à-vis de l'autonomisation des femmes. Elle a également salué l'engagement des chefs d'États et de gouvernements africains tels qu'il figurait dans plusieurs résolutions et conventions qui cherchaient à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité entre hommes et femmes. La Présidente a par ailleurs mentionné les points de l'ordre du jour qui seraient examinés pendant la réunion:

- Les directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la Stratégie de suivi de Beijing + 10;
- Le programme de travail du CAGED pour les deux années à venir;
- Le rapport intérimaire sur l'utilisation de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA);
- La participation éventuelle du Bureau du Comité «Femmes et développement» à la Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique de la CEA.

4. Dans son allocution de bienvenue, Mme Joséphine Ouédraogo, Secrétaire exécutive adjointe par intérim de la CEA, a souhaité la bienvenue à tous les participants à la réunion de la part de M. Abdoulie Jannah, Secrétaire exécutif de la CEA, et en son nom propre. Elle a souligné l'importance du Comité «Femmes et développement» en tant qu'instance fournissant des orientations à la CEA pour la mise en œuvre de son mandat concernant l'autonomisation des femmes et les questions sexospécifiques. Elle a rappelé l'importance de la collaboration entre organismes régionaux comme l'Union africaine, la Banque africaine de développement et la CEA. Enfin, elle a remercié les membres du Bureau du Comité «Femmes et développement» et les fonctionnaires du CAGED.

5. Dans ses remarques liminaires, la Directrice par intérim du CAGED, Mme Thokozile Ruzvidzo, a souhaité la bienvenue à Addis-Abeba aux membres du Bureau. Elle a remercié la Secrétaire exécutive adjointe par intérim d'être présente à la séance d'ouverture. Mme Ruzvidzo a rappelé les points de l'ordre du jour dont était saisi le Bureau et répété qu'elle souhaitait une réunion qui soit un «concentré de mesures».

Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail (Point 2 de l'ordre du jour)

6. L'ordre du jour et le programme de travail ont été adoptés sans modification.

Présentation du programme de travail du CAGED pour 2006-2007 (Point 3 de l'ordre du jour)

7. Présentant le programme de travail, Mme Thokozile Ruzvidzo a mis en évidence les objectifs du CAGED, à savoir intégrer une dimension hommes-femmes dans les politiques et programmes nationaux de développement, y compris les processus de budgétisation, afin de parvenir à l'égalité entre les sexes, garantir une utilisation plus rationnelle des ressources et réduire la pauvreté. Le programme de travail du CAGED pour l'exercice biennal 2006-2007 devrait aboutir à un renforcement des capacités des États membres de formuler et de mettre en œuvre des politiques et programmes tenant compte des sexospécificités afin d'accélérer les progrès sur la voie de l'égalité entre hommes et femmes et de la réduction de la pauvreté. Un autre objectif était le renforcement des capacités des décideurs et autres parties prenantes d'utiliser des outils et des méthodologies permettant de garantir des politiques et des programmes tenant compte des spécificités hommes-femmes.

8. Ces réalisations seraient mesurées à l'aide des indicateurs suivants: augmentation du nombre d'États membres adoptant et appliquant des politiques visant à intégrer la problématique hommes-femmes dans les politiques et programmes nationaux et augmentation du nombre des pays adoptant des outils et des méthodologies en vue de l'élaboration de politiques et programmes tenant compte des questions hommes-femmes. La réalisation de tels objectifs dépendrait de l'engagement politique vis-à-vis de l'autonomisation des femmes et de l'appui que les partenaires apporteraient au niveau national.

9. Les résultats attendus pendant l'exercice biennal étaient notamment: (i) la fourniture de services à des organismes intergouvernementaux et d'experts comme la réunion du Comité «Femmes et développement» et la réunion spéciale du groupe d'experts sur l'examen et la validation du Rapport sur les femmes en Afrique, ainsi que la production de documents à l'intention des organes délibérants; (ii) des publications régulières et ponctuelles sur l'IDISA et la mise en œuvre du NEPAD, ainsi que des documents techniques sur les comptes satellites nationaux de la production des ménages et sur l'évaluation des cadres nationaux de politiques relatives aux questions hommes-femmes; (iii) la coopération technique par la fourniture de services consultatifs aux États membres et des activités de renforcement des capacités en matière

d'intégration des questions hommes-femmes, concernant les comptes satellites nationaux de la production des ménages, à l'intention des décideurs.

10. Mme Ruzvidzo a également informé le Bureau du Comité «Femmes et développement» des activités des deux conseillers régionaux qui fournissaient, sur demande, des services consultatifs aux États membres dans les domaines des droits fondamentaux de la femme, notamment l'inclusion de ces droits dans les politiques et programmes nationaux, et du renforcement des capacités des États membres d'intégrer les questions sexospécifiques.

11. Pendant le débat qui a suivi la présentation, les membres du Bureau du Comité «Femmes et développement» ont félicité le CAGED de se lancer dans la mise en œuvre de cet ambitieux programme et ils se sont vivement engagés à soutenir le Centre.

Présentation et examen des Directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la Stratégie de suivi de Beijing + 10 (Point 4 de l'ordre du jour)

12. Ce point de l'ordre du jour a été présenté par Mme Thokozile Ruzvidzo et Mme Hannah Tiagha. Mme Ruzvidzo a axé sa présentation sur les processus qui avaient conduit à la septième Conférence régionale africaine sur les femmes et à la mise au point de la *Stratégie de suivi de Beijing + 10*. Elle a rappelé plusieurs événements et étapes historiques, notamment les niveaux auxquels le Programme d'action de Beijing était mis en œuvre, et fait référence aux domaines critiques tels qu'énoncés dans ce dernier. Tout en prenant acte des progrès accomplis à différents niveaux, elle a également insisté sur les défis restants et sur les mesures clefs à adopter pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action.

13. Dans son exposé, Mme Hannah Tiagha a présenté les *Directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la Stratégie de suivi de Beijing + 10*. Elle a souligné à quel point il importait que les États membres élaborent des plans d'action nationaux. La méthode proposée par la CEA passait par une série d'ateliers sous-régionaux de formation visant à aider les États membres à cet égard. En conclusion, les participants se sont penchés sur les questions ci-après:

- Comment les mécanismes nationaux de promotion de la femme peuvent-ils jouer efficacement leur rôle de promotion, d'appui et de coordination en ce qui concerne la mise en œuvre de la *Stratégie de suivi de Beijing + 10*?
- Comment le Comité «Femmes et développement» peut-il faciliter l'accélération de la mise en œuvre de la *Stratégie de suivi de Beijing + 10* au niveau régional, assurant ainsi la présentation en temps voulu des rapports de suivi et d'évaluation?

14. Les débats qui ont suivi ont porté sur la non-participation des ministères du genre/de la condition de la femme aux grandes réunions des institutions régionales, comme la Conférence des ministres des finances et de la planification économique organisée par la CEA. En conséquence, l'affectation budgétaire en faveur de l'intégration du genre était menacée car ces questions n'étaient pas présentées dans de telles instances, auxquelles participaient surtout des ministres des finances et de la planification. Le Bureau a recommandé d'étudier des moyens d'encourager les gouvernements à montrer qu'ils avaient la maîtrise de leurs programmes relatifs aux droits des femmes. La nécessité d'accorder un appui politique aux points focaux ou coordonnateurs pour les questions concernant l'égalité des sexes a été soulignée car ils semblaient inefficaces faute d'appui et d'influence politique sur la prise de décision. L'émancipation effective des femmes et la création de l'instance nécessaire pour leur permettre de traiter de questions liées à la réduction de la pauvreté ont également été évoquées. Il était

particulièrement important d'établir des liens avec d'autres ministères sectoriels, à l'appui du ministère de la condition de la femme, pour assurer la réussite des activités de promotion de la femme.

15. Le Bureau a félicité la CEA du travail accompli pour élaborer la *Stratégie* et s'est fixé pour objectif de faire en sorte que les États membres rendent la *Stratégie* opérationnelle. Il a insisté sur l'importance de la mise au point d'instruments juridiques qui garantiraient la mise en œuvre des plans et politiques nationaux relatifs à l'égalité des sexes.

16. Le Bureau a exhorté la CEA à conduire les ateliers de formation sous-régionaux en 2006 pour permettre aux pays d'entamer la mise en œuvre de leurs plans d'action et de soumettre leurs rapports d'ici 2009. En outre, le Bureau a insisté sur l'importance du dialogue entre les ministères sectoriels et les mécanismes nationaux de promotion de la femme pour favoriser l'émergence de liens indispensables.

Discussions de groupes

17. Les groupes, formés en fonction de critères linguistiques, ont examiné des questions relatives à l'appui et aux modalités opérationnelles pour la mise en œuvre de la *Stratégie de suivi de Beijing + 10*. On trouvera ci-après un résumé des points abordés et des recommandations formulées:

- Les mécanismes de coordination devraient avoir le pouvoir de prendre des décisions sur les questions touchant leur secteur;
- Il faudrait créer des observatoires pour suivre l'évolution de la condition de la femme.

18. Les autres recommandations se répartissaient comme suit:

Mécanismes nationaux

- Les mécanismes nationaux chargés de l'égalité des sexes devraient être renforcés et contribuer à l'adoption et à la mise en œuvre de la *Stratégie*. Les responsables de la coordination des questions concernant les femmes, les parlementaires et les divers réseaux de promotion des femmes jouant tous un rôle important dans la mise en œuvre de la *Stratégie*;
- Les capacités des structures actuelles devraient être renforcées pour leur permettre de:
 - a) Comprendre la *Stratégie* et de plaider pour sa mise en œuvre;
 - b) Demander, pour leurs secteurs respectifs, la mise en œuvre de la *Stratégie*, notamment son financement.
- Les ministères de la condition de la femme devraient plaider auprès des autres parties prenantes, notamment les donateurs. Ces parties prenantes pouvaient devenir un groupe de pression et mobiliser les ressources nécessaires aux programmes gouvernementaux de promotion des femmes;
- Le mécanisme national devrait jouer un rôle plus visible et plus significatif, par exemple en publiant un plan d'investissement pour le développement social, qui permettrait de mener des activités de sensibilisation et de mobiliser des ressources;

- Les informations sur les grands problèmes d'égalité des sexes, en particulier le document concernant la *Stratégie*, devraient être communiquées à toutes les parties prenantes;
- Le mécanisme national chargé de l'égalité des sexes pouvait également contribuer à mieux faire connaître la *Stratégie* par le biais:
 - a) Des commissions/comités parlementaires;
 - b) Des femmes parlementaires, et membres d'associations de jeunes, de travailleurs et de personnes handicapées;
 - c) Des mouvements de femmes composés de membres des professions libérales, d'organisations de la société civile, d'ONG, de femmes en politique, des milieux universitaires et du monde des affaires;
 - d) Du processus d'établissement du budget national qui donnait également un rang de priorité élevé au financement de la mise en œuvre de la *Stratégie*.

2. Ressources nécessaires pour la collecte de données (personnel et financement)

- Le mécanisme national chargé de l'égalité des sexes devrait mener des actions auprès du ministère des finances et des autres ministères techniques pour assurer le financement des programmes concernant les femmes et les sensibiliser aux activités des ministères de la condition de la femme;
- Les financements des donateurs devraient être harmonisés et coordonnés pour une mise en œuvre efficace de la *Stratégie*;
- Les ministères de la condition de la femme devraient partager et examiner des informations sur le financement des programmes concernant les femmes avec toutes les parties prenantes;
- L'établissement de budgets tenant compte des sexospécificités devrait être encouragé et utilisé comme stratégie pour promouvoir l'égalité entre les sexes;
- La CEA devrait fournir une assistance technique aux États membres, notamment pour la formation à l'établissement de budgets tenant compte des sexospécificités;
- La volonté et l'engagement politiques au niveau le plus élevé devraient être mobilisés à l'appui des programmes de promotion de la femme;
- Des directives sur l'égalité des sexes et la budgétisation sexuée devraient être mises au point pour renforcer les capacités institutionnelles. C'était un aspect important parce que le taux de remplacement des ministres et des coordonnateurs était élevé;
- Les coordonnateurs devraient être des fonctionnaires permanents des ministères chargés de la promotion de la femme et des ministères techniques. Leurs fonctions devraient être définies clairement et davantage de responsables des questions hommes-femmes devraient être formés ;
- Les programmes d'enseignement devraient tenir compte de l'égalité des sexes pour une plus grande sensibilisation à la *Stratégie*.

3. Mesures permettant d'obtenir l'autorité nécessaire pour promouvoir et coordonner la mise en œuvre de la *Stratégie de suivi de Beijing + 10*

- Des mémorandums devraient être préparés par chaque ministère chargé de la promotion de la femme pour sensibiliser le conseil des ministres aux questions hommes-femmes, en particulier à la *Stratégie* concernant la voie à suivre;
- Les parlementaires devraient être formés sur les questions d'égalité des sexes;
- Le ministère de la promotion de la femme devrait également sensibiliser le Parlement à la *Stratégie* et solliciter des fonds pour les programmes de promotion de la femme;
- Des ateliers de plaidoyer visant à expliquer la *Stratégie* devraient être organisés à l'intention de toutes les parties prenantes, en particulier celles qui occupaient des postes de responsabilité et les bénéficiaires au niveau des collectivités;
- Le rôle des médias dans la diffusion et la défense de la *Stratégie* était important et devrait être promu. Par conséquent, les médias devraient être partie intégrante du processus de la *Stratégie de suivi de Beijing + 10*.

Présentation du rapport intérimaire sur l'utilisation de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) (Point 5 de l'ordre du jour)

19. Au titre de ce point de l'ordre du jour, une représentante du CAGED, Mme Tacko Ndiaye, a présenté le **Rapport intérimaire sur l'utilisation de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique**. La présentation a porté sur les points ci-après:

- La définition, les concepts, les caractéristiques et les objectifs de l'IDISA;
- La justification de la mise au point de l'IDISA et son rôle en tant qu'outil spécifiquement africain pour les États membres;
- L'objectif de l'IDISA de renforcer les capacités des États membres pour suivre effectivement les progrès accomplis dans la mise en œuvre des conventions existantes en matière d'égalité des sexes;
- Le processus de mise au point de l'IDISA, qui avait comporté plusieurs étapes, notamment la collecte et le traitement des données, ainsi que la création d'un comité directeur pour la mise en œuvre de l'outil;
- Les deux principales composantes de l'IDISA, c'est-à-dire l'Indice de la condition de la femme et le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique;
- Les enseignements tirés, qui avaient mis en avant le caractère participatif de la mise au point de l'outil et la nécessité de mettre en place un forum pour négocier la notation en permanence;
- La voie à suivre: en 2006-2007, l'IDISA serait utilisé dans 26 pays africains dans les cinq sous-régions du continent. Les autres pays africains seraient couverts pendant la période biennale 2008-2009. L'outil serait enrichi par des variables supplémentaires, qui élargiraient le système actuel de notation de 3 à 5 points;

- Le *Rapport sur les femmes en Afrique*, qui serait publié en 2006, présenterait les rapports émanant des 12 pays ci-après: Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Égypte, Éthiopie, Ghana, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Tanzanie et Tunisie.

20. Dans la discussion qui a suivi, il a été déclaré que la prise en considération des questions d'égalité des sexes dans les variables politiques et économiques devrait être vue comme un droit humain fondamental applicable dans tous les secteurs. L'IDISA devrait également mesurer l'utilisation des TIC. Il a également été suggéré que le CAGED évalue l'utilisation de l'IDISA dans les pays pilotes. En conclusion, l'IDISA a été salué comme un outil précieux permettant de mesurer l'impact des politiques et programmes en ce qui concerne la réduction des inégalités entre les sexes et, à ce titre, les États devraient promouvoir son utilisation.

Débat sur la participation éventuelle du Bureau du Comité «Femmes et développement» à la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (Point 6 de l'ordre du jour)

21. Mme Thokozile Ruzvidzo a introduit ce point en informant les participants que la CEA, la Banque africaine de développement et l'Union africaine étaient en train d'organiser conjointement la prochaine Conférence des ministres des finances, de la planification et du développement économique, prévue en mai 2006 à Ouagadougou (Burkina Faso). La réunion aurait pour thème «Les défis de l'emploi en Afrique». Mme Ruzvidzo a souligné qu'il s'agissait là d'une occasion de faire pression pour que la question de l'émancipation des femmes sur le marché du travail figure à l'ordre du jour de la Conférence et elle a soulevé la question de la participation du Comité «Femmes et développement» à ladite Conférence. Elle a signalé que le CAGED examinerait le document de synthèse de la Conférence pour s'assurer que le travail des femmes, leur emploi et leurs activités non rémunérées y seraient abordés. Il a été proposé que les membres du Comité fassent pression sur leurs ministères des finances respectifs pour que ces derniers abordent des questions relatives à l'égalité des sexes pendant la Conférence.

22. Au cours du débat qui a suivi, un certain nombre de suggestions ont été faites par divers participants:

- Il faudrait une collaboration horizontale entre les organes statutaires de la CEA pour aboutir à un programme de développement plus complet et tenant compte de l'égalité des sexes;
- Le Bureau du Comité «Femmes et développement» devrait envoyer une délégation à la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, dans le but de faire pression sur ces derniers en ce qui concerne les questions hommes-femmes, comme les femmes avaient fait pression sur le Sommet des chefs d'État de l'Union africaine à Maputo pour l'amener à adopter le principe de la parité des sexes dans les structures de l'Union;
- Le Comité «Femmes et développement» devrait encourager les fonctionnaires qui établissent l'ordre du jour de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique à inscrire des questions hommes-femmes relatives aux marchés de l'emploi et du travail à l'ordre du jour de la prochaine Conférence et des questions relatives à la parité en général dans celui des prochaines conférences;

- Le Bureau devrait préparer, pendant la réunion en cours, une résolution adressée au Bureau de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, portant sur la collaboration entre les deux organes, dans le but de renforcer la mise au point du programme de promotion de la femme;
- Les pressions sur les ministres des finances, de la planification et du développement économique devraient être exercées principalement au niveau national;
- Le Bureau du Comité «Femmes et développement» devrait envoyer une délégation pour faire pression sur le ministre nigérian des finances, Président en exercice de la Conférence des ministres, pour s'assurer que certaines questions clefs de promotion de la femme seraient abordées à Ouagadougou.

Présentation et adoption du rapport (Point 7 de l'ordre du jour)

23. Le rapport a été présenté par le Rapporteur, Mme Neziha Labidi Zouabi, pour examen et adoption. Après des débats approfondis, le rapport a été adopté avec des amendements.

Questions diverses (Point 8 de l'ordre du jour)

24. La déléguée de la Tunisie a transmis les salutations de Mme Saloua Ayachi Lebbene, Ministre des affaires de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées, qui n'avait pu participer à la réunion du Bureau du Comité «Femmes et développement». Elle a informé les participants que la Ministre n'avait pas pu venir parce qu'elle participait à la réunion de l'Organisation des femmes arabes, nouvellement créée.

25. Le Bureau a suggéré de faire état des succès des chefs d'État en ce qui concerne la promotion de la cause de l'égalité des sexes. Le Bureau a débattu de cette question et a décidé d'en reporter l'examen à sa prochaine réunion.

26. Le Bureau a constaté que la Journée internationale de la femme coïncidait avec des réunions de la Commission de la condition de la femme à New York. Il a noté que les ministres étaient indispensables pour l'organisation de la Journée internationale au niveau national. Il a donc demandé à Mme Ruzvidzo d'aborder la question avec Mme Rachel Mayanja, du Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, et de lui rendre compte par la suite.

27. Le Bureau a également souhaité que des consultations informelles entre les ministres soient organisées pendant les prochaines réunions du Comité «Femmes et développement» et de son Bureau. Il a demandé à la CEA de faciliter la tenue de telles réunions, en particulier pendant les séances consacrées à l'élaboration des rapports, pendant lesquelles les ministres étaient généralement libres.

28. Le Bureau a examiné le problème de la lente ratification du Protocole additionnel relatif aux droits des femmes. En conclusion, il a recommandé que la CEA entreprenne une étude pour déterminer les causes de cette lenteur et lui fasse rapport.

Clôture de la réunion (Point 9 de l'ordre du jour)

29. Mme Zoe Bakoko Bakoru, Première Vice-Présidente du Comité «Femmes et développement», a présidé la séance de clôture. Elle a fait observer que la réunion avait permis

de déterminer avec plus de clarté ce qui devait être fait à tous les niveaux et quel était l'appui attendu de la CEA pour mettre en œuvre la *Stratégie de suivi de Beijing + 10*. Elle a noté avec satisfaction que la réunion avait atteint ses objectifs. Au nom du Bureau, elle a remercié le CAGED de l'appui apporté aux États membres en général, et au Bureau en particulier, dans la réalisation des objectifs d'égalité des sexes et de promotion de la femme. Elle a également salué la contribution de tout le personnel technique, l'efficacité de l'organisation de la réunion et la production rapide du rapport. Enfin, elle a remercié les membres du Bureau de leur participation active et leur a souhaité un bon retour dans leurs pays respectifs.

30. Pour sa part, Mme Thokozile Ruzvidzo a remercié le Bureau et a reconnu l'importance de ses membres qui étaient, selon elle, des ambassadeurs de la CEA dans la réalisation des objectifs énoncés dans le Programme d'action de Beijing et des objectifs d'égalité des sexes fixés aux termes du NEPAD, des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des déclarations de l'Union africaine.

31. La Présidente a ensuite officiellement prononcé la clôture de la réunion.